



Défis industriels et mouvements sociaux en Haute-Garonne (1967-1978)

Clair Juilliet, Michael Llopart

► To cite this version:

Clair Juilliet, Michael Llopart. Défis industriels et mouvements sociaux en Haute-Garonne (1967-1978). Les Cahiers de Framespa : e-Storia, 2012, pp.15. 10.4000/framespa.1155 . halshs-01196512

HAL Id: halshs-01196512

<https://shs.hal.science/halshs-01196512>

Submitted on 9 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Clair Juilliet et Michael Llopart

Défis industriels et mouvements sociaux en Haute-Garonne (1967-1978)

Synthèse du mémoire de master II soutenu par Clair Juilliet et Michael Llopart, octobre 2010, Université de Toulouse-le Mirail, sous la direction d'Alain Boscus, 1347 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Clair Juilliet et Michael Llopart, « *Défis industriels et mouvements sociaux en Haute-Garonne (1967-1978)* », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 08 mars 2012, consulté le 09 septembre 2015. URL : <http://framespa.revues.org/1155> ; DOI : 10.4000/framespa.1155

Éditeur : UMR 5136 - FRAMESPA

<http://framespa.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://framespa.revues.org/1155>

Document généré automatiquement le 09 septembre 2015.

© Tous droits réservés

Clair Juilliet et Michael Llopart

Défis industriels et mouvements sociaux en Haute-Garonne (1967-1978)

Synthèse du mémoire de master II soutenu par Clair Juilliet et Michael Llopart, octobre 2010, Université de Toulouse-le Mirail, sous la direction d'Alain Boscus, 1347 p.

- 1 En 2008, à l'occasion du quarantième anniversaire de « mai-juin 1968 », de nombreux ouvrages scientifiques ont paru, démontrant que ce moment de bouillonnement social intense reste très largement sujet à débat, voire dans certains de ses aspects, méconnu. À ce titre, les historiens ont contribué à faire avancer les connaissances et ont réalisé certains travaux novateurs à propos des années 1960 et 1970. Ce renouveau historiographique ne se limite pas aux « années 1968 » dans ce qu'elles ont d'événementiel. Ses acteurs entendent les replacer dans un contexte et une temporalité plus larges. Chacun dans sa spécialité a entrepris de mener un travail d'éclaircissement de ce passé encore sujet à de nombreuses controverses et polémiques. Qu'il s'agisse d'histoire politique, économique, sociale ou encore sociétale, ces diverses approches sont bien souvent combinées au sein d'ouvrages collectifs qui privilégient l'interdisciplinarité, à l'image de *68 : une histoire collective (1962-1981)*¹. Parmi ces chercheurs, il convient de nommer notamment Xavier Vigna², Michelle Zancarani-Fournel³ ou Jean-François Sirinelli⁴ qui ont apporté une réelle contribution à cette entreprise.
- 2 Ce mémoire de master, soutenu en octobre 2010 à l'université de Toulouse-Le-Mirail, s'inspire étroitement de ce renouveau historiographique. Il s'inscrit aussi dans une démarche plus large initiée par Alain Boscus⁵, qui consiste à faire travailler ses étudiants⁶ sur ces thématiques dans un cadre géographique plus restreint, Midi-Pyrénées, et ainsi aider à la compréhension de cette période. Afin d'y prendre modestement notre part, nous avons jugé cohérent de mener une réflexion approfondie sur l'évolution économique et sociale de la Haute-Garonne entre 1967 et 1978, sans oublier de la replacer dans le contexte français. Certes, il était impossible d'aborder tous les aspects d'un thème aussi vaste en seulement deux ans. C'est pourquoi, nous avons choisi d'axer notre travail sur l'étude des mouvements sociaux et des défis économiques rencontrés au cours de ces onze années. À nos yeux, il était important de mettre en relation ces deux aspects, l'un et l'autre s'alimentant sans cesse. Nous partageons l'idée, chère aux tenants de l'Histoire économique et sociale, que l'un n'existe pas sans l'autre. Notre sujet se structure également autour d'un facteur clé : la question industrielle. En effet, selon Christophe Bouneau, « dans la destinée manifeste de la nation française qu'a voulu incarner régulièrement la V^e République, l'industrie est un étendard permanent⁷ ». La « décennie 68 », durant laquelle se succèdent Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing à la tête de l'État, est profondément marquée par la place accordée à l'industrialisation, considérée comme un impératif nécessaire pour le développement économique et social du territoire.
- 3 Afin de mêler versant économique et versant social, notre étude s'appuie sur des sources abondantes et diversifiées. Dans un premier temps, nous avons dépouillé un très large corpus d'articles extraits de *La Dépêche du Midi* dans le but d'effectuer un balayage chronologique de la période et de nous imprégner des grands sujets d'actualité qui la jalonnent tant à l'échelle locale que nationale. L'attrait principal de cette source réside dans la diversité des acteurs qui s'y expriment : articles comprenant à la fois des expertises économiques et des analyses sociales, comptes-rendus d'actions diverses, communiqués des organisations syndicales, du patronat, de personnalités politiques ou d'organismes administratifs. Dans un second temps, nous avons fortement enrichi notre fonds documentaire à l'aide de témoignages oraux, de tracts syndicaux récoltés à la Bourse du travail et aux archives départementales et de nombreux documents, principalement de nature économique, mis à notre disposition par la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Toulouse⁸. Ainsi, nous avons été en mesure de saisir plusieurs des points de vue qui s'expriment tout au long de ces « années 1968 ».

- 4 En définitive, l'objectif principal de notre travail était de comprendre comment les différents acteurs locaux, ouvriers⁹ en particulier, se sont positionnés et engagés face aux grandes questions économiques et sociales qui se posaient à l'époque. Nous voulions examiner les diverses manières dont le monde industriel vivait les situations de conflit, les échecs et les réussites liés aux mutations de l'espace productif, et saisir dans quelle mesure leur compréhension et leurs actions ont eu des répercussions sur le devenir départemental et régional. Nous souhaitions également observer comment le syndicalisme et le mouvement ouvrier ont été touchés et se sont transformés au contact de toutes ces évolutions.
- 5 La diversification de nos sources s'est révélée payante dans la mesure où elle a permis de produire un travail globalement très détaillé et de dégager un panorama socio-économique du département fourni et précis. Certes, nous avons conscience qu'une étude aussi large admet quelques limites. Par exemple, le manque de concision peut représenter un frein tant pour un futur chercheur qui se servirait des mêmes sources, que pour l'auteur lui-même et ses possibles lecteurs. Dans le cadre d'un travail de master, il aurait sans doute été plus pratique de cibler davantage un secteur en particulier ou une des thématiques mise en valeur et de délimiter un sujet moins vaste. Mais cette étude, effectuée en binôme, aura eu le mérite d'élargir considérablement le champ visuel de notre recherche et d'en accroître la richesse. Ainsi ce mémoire, nous le pensons, constitue une précieuse contribution à l'histoire locale qui s'appuie sur un gros effort de « défrichage ».
- 6 Au terme de cette étude, plusieurs conclusions s'imposent. Nous avons décelé des constantes socio-économiques très intéressantes. Il convient de rappeler que notre démarche englobe une large part de thématiques sociales, avec en filigrane une attention particulière accordée au mouvement syndical. Conscients que les syndicats représentent des acteurs prépondérants dans le monde du travail et dans les rapports de force nationaux, nous nous sommes attachés à suivre de près leur implication dans le débat local. C'est pourquoi, nous avons consacré une large partie de ce travail à l'étude de la question sociale, tant la période regorge de conflits, de prises de positions ou de décisions qui influent sur le devenir économique du département.

Du versant social...

- 7 La Haute-Garonne reste, à l'époque, une terre radicale de gauche, comme en témoigne la puissance de *La Dépêche du Midi*. Mais il existe une dualité dans les votes de l'électorat départemental. Ce dernier vote majoritairement à gauche lors des élections d'ampleur nationale comme les législatives ou les présidentielles, mais plus à droite lors des élections municipales. Cela est particulièrement visible à Toulouse. L'hégémonie de la gauche se trouve contrariée dès 1971, lorsque Pierre Baudis accède au Capitole. C'est la première fois depuis près de 70 ans qu'une liste de centre-droit prend la direction de la « ville rose ». Cette dualité politique est très importante, car elle conditionne l'action et l'implication des élus locaux face aux défis de l'industrialisation d'une part, et aux mouvements sociaux d'autre part. Si le PS tend à supplanter le PCF d'un point de vue électoral (même dans le Comminges qui représentait au début de la période un bastion communiste), le contexte d'Union de la Gauche autour du « Programme commun de gouvernement » a été propice au rassemblement et au renforcement de l'action et du rapport de forces. Au sein des assemblées territoriales que sont le Conseil général ou le Conseil régional et parmi les députés et sénateurs, la gauche domine largement. Elle est donc amenée à prendre très souvent des positions ou des décisions allant à l'encontre de l'action menée par les gouvernements successifs et à soutenir mouvements sociaux et travailleurs.
- 8 Depuis 1946, les rapports sociaux tendent à s'institutionnaliser. L'État intègre progressivement les syndicats dans les processus de discussion, notamment pour traiter des grandes questions sociales. Par le biais de cette « normalisation », les gouvernements souhaitent éviter la propagation des luttes. Le projet de « nouvelle société » incarné par le gouvernement de Chaban-Delmas au début des années 1970 et la politique contractuelle qui en découle sont la résultante de ce processus. Néanmoins, les échecs qu'elle enregistre révèlent qu'une partie des travailleurs et des organisations syndicales n'adhèrent pas à cette forme de rapports sociaux. C'est pour cette raison que la prise en compte des stratégies

syndicales s'est avérée cruciale pour comprendre au mieux les mouvements sociaux. L'aile revendicative incarnée surtout par la Confédération Générale du Travail (CGT) mais aussi par la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), reste largement prépondérante en Haute-Garonne. Mais le poids élevé de la Confédération Générale du Travail-Force Ouvrière (CGT-FO) dans la région par rapport à sa moyenne nationale complexifie la donne, rendant l'aile réformiste plus forte et nous incitant à la prendre davantage en compte. En effet, nationalement, 7,7 % des votants lui accordent leur confiance. Mais, c'est en Midi-Pyrénées que la centrale réalise ses meilleurs scores avec 13,4 % des suffrages exprimés tous collègues confondus contre 0,6 % pour la CFTC, 16,3 % pour la CFDT et 47,4 % pour la CGT en 1973¹⁰. Dans de très nombreux cas, la CGT-FO s'impose comme l'un des pivots de la politique contractuelle. Certains chefs d'entreprise et élus de droite tentent de l'utiliser pour contrer les mouvements sociaux et l'influence de l'axe « revendicatif » notamment à la SNIAS, Motorola, Guichard ou dans certains établissements du tertiaire. Néanmoins, l'unité CGT-CFDT, même si elle n'est pas totale, permet aux luttes de se développer. Dans le monde ouvrier, les grandes grèves de mai-juin 1968 s'inscrivent dans le prolongement de tensions accumulées durant toute la décennie. Le renouvellement de l'unité d'action en 1970, puis la structuration du mouvement politique et syndical autour du Programme commun à partir de 1972, permettent le maintien d'un rapport de force assez favorable pour les salariés tant que la croissance est au rendez-vous, ce qui a des incidences économiques parfois marquées.

9 Mais le modèle communiste incarné par la CGT et le Parti Communiste Français (PCF) amorce son déclin dès le début des années 1970. En effet, les révélations à propos de l'URSS, notamment par le biais de la publication de *L'Archipel du Goulag*, d'Alexandre Soljenitsyne en 1973, tendent à éloigner progressivement une partie de l'électorat traditionnel ouvrier, même si cet affaiblissement est plus visible à partir des années 1980 et 1990. En outre, la CGT « ne se situe plus à l'avant-garde de l'action revendicative pendant les années 68, alors que la période est marquée par une radicalisation des luttes¹¹ ». Bien que minoritaire, la CFDT trouve une place singulière au sein du mouvement social et renforce ses positions après mai-juin 1968. À partir de 1971, elle est à l'initiative de conflits très durs en Haute-Garonne (Hachette, Sima, Badin, Bergès, Bréguet-Dassault, etc.) et participe avec la CGT à d'autres conflits emblématiques, au premier rang desquels celui des papeteries de Lacourtenours dont l'histoire reste à écrire. Les moyens d'action qu'utilisent les deux syndicats restent très offensifs malgré la crise, mais leurs stratégies respectives s'essouffent progressivement. Les deux organisations ne parviennent pas à empêcher les fermetures d'usines, à faire échec aux licenciements ou encore à faire aboutir leurs principales revendications, comme c'est le cas tout particulièrement dans le Bâtiment et Travaux Publics (BTP). La crise économique n'arrangera rien, bien au contraire, d'autant qu'elle s'est déployée dans le Toulousain sur un corps déjà malade, marqué par l'absence de perspective et de remises en question. Finalement, « la décennie [1970] s'achève avec un syndicalisme en crise, en proie au doute, acculé à la défensive par les initiatives patronales, divisé et sans perspectives¹² », ce que nous avons bel et bien observé dans le cas de la Haute-Garonne.

10 Les grèves de mai-juin 1968 montrent une attente forte de la part des travailleurs et constituent un grand moment de bouillonnement et de « prise de parole » ; elles représentent à la fois le point de départ et la fin d'une ère. En effet, la crise de mai-juin est à la fois sociale, sociétale et politique. Le pouvoir gaulliste ressort affaibli même si le reflux, caractéristique de toute grève, est très fort tant en Haute-Garonne qu'au plan national, conduisant même à l'élection d'une « Chambre introuvable ». Au plan local, l'épisode présente des similitudes mais garde des spécificités par rapport aux événements parisiens et nationaux.

Figure 1

Le 28 mai 1968, plus de 50 000 personnes manifestent place du Capitole

La Dépêche du Midi, édition Toulouse, 29 mai 1968, p. 1 (Cliché auteur, archives de *La Dépêche du Midi*)

- 11 La mise en grève est rapide, le pourcentage de grévistes fort dans les principaux secteurs de l'économie locale, le conflit dur débouche sur de nombreuses occupations d'usines : Sud-Aviation, Bréguet, Latécoère, Azote Produits Chimiques (APC), Renault, etc. Malgré tout, on observe une reprise assez précoce et très peu de « jusqu'au-boutistes », ce qui témoigne, selon certains, du grand sens de la responsabilité des travailleurs. Le mouvement semble aussi moins violent que dans d'autres grandes villes, même si dans la nuit du 10 juin, des affrontements rudes se déroulent à Toulouse. Le bilan est sévère, *La Dépêche du Midi* dénombre 176 interpellés et 18 blessés légers. L'un des caractères les plus originaux est sans conteste la grève dans le BTP, qui représente en quelque sorte le point de départ du mouvement en Haute-Garonne. En effet, dans un premier temps, les ouvriers du BTP se mobilisent pour des revendications strictement locales et obtiennent satisfaction. Néanmoins voyant que le mouvement commence à se propager aux autres secteurs de l'économie locale et nationale, ils décident finalement de poursuivre l'action engagée aux côtés des autres travailleurs et obtiennent des accords beaucoup plus larges (les accords dits de Kléber). Ainsi, le mai-juin ouvrier s'insère dans un climat social très conflictuel et ne représente que l'aboutissement de tensions déjà vives.
- 12 Le mouvement de mai-juin 1968 permet aussi au syndicalisme de tisser sa toile dans des secteurs où il était traditionnellement très peu présent. En effet, dans le BTP ou le textile, de nombreux ouvriers découvrent qu'ils peuvent prendre la parole et avoir un certain poids dans les décisions de leur employeur ou même de l'État. Par exemple, pour la Haute-Garonne, l'UD-CGT établit un bilan dès la mi-juillet qui fait état de 6 639 adhésions et de 149 nouveaux syndicats constitués. Le 2 octobre, un rapport du bureau départemental tire un bilan du renforcement de la CGT. Il reprend les deux chiffres avancés précédemment, et se veut même encore plus précis. Le dernier pointage fait état de 1 000 adhésions pour 14 nouvelles Sections Syndicales d'Entreprises (SSE) dans le BTP, de 500 dans l'habillement avec la naissance de 18 SSE ou encore 800 nouveaux adhérents dans la métallurgie et 13 créations de SSE. Avec la reconnaissance officielle de cette dernière à la fin de l'année 1968, les rapports sociaux se

transforment dans de nombreuses entreprises, ce qui permet une plus grande prise en compte du travailleur et de ses doléances.

13 Mai-juin 1968 représente en Haute-Garonne un réel moment de libération de la parole ouvrière qui aura des conséquences sur toute la décennie suivante à l'image de ce qu'a démontré Xavier Vigna dans son étude intitulée *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*¹³. Au cours des années suivantes, les travailleurs se mobilisent autour de questions restées en suspens et parviennent à renforcer leurs conquêtes selon les secteurs : mensualisation, rattrapage des salaires, SMIC à 1 000 F, retraite à 60 ans, obtention d'une mutuelle, extension des droits syndicaux, indemnisation du chômage, protection contre les licenciements abusifs, amélioration des conditions de travail, etc. Par exemple, en décembre 1969, « 10,6 % des ouvriers sont mensualisés [...] ; en 1978, ils sont 72,5 % (et 65,1 % chez les femmes) à en bénéficier¹⁴ ». D'une manière générale, le climat social reste très imprégné du contexte national et suit ses grands soubresauts (politisation du débat avec le Programme commun ; soutien aux conflits emblématiques, LIP ou Péchiney-Noguères par exemple ; participation assez massive aux grandes journées d'action, etc.).

14 La crise économique ne remet pas immédiatement en cause l'aspect offensif des modalités d'action, mais elle transforme progressivement les revendications des travailleurs. En effet, « par rapport au début des années 1970, [ces dernières] changent de nature. La plupart des conflits portent sur des licenciements collectifs et des fermetures d'entreprise¹⁵ ». Ce constat d'André Gauron est valable pour la Haute-Garonne dès l'année 1974, principalement dans le BTP, dans un premier temps. Selon l'Union Syndicale de la Construction-CGT (USC-CGT), ce sont « 50 dépôts de bilan, [et] 1 920 licenciements » qui ont affecté le BTP en l'espace de 18 mois, entre 1974 et 1976. Ainsi, le climat social s'en retrouve considérablement modifié. Entre 1974 et 1978, les conflits au sein de l'industrie haut-garonnaise se multiplient, se durcissent et s'allongent de manière significative (Lacourtenours, Bennes Marrel, SOMI, Badin, Bergès, etc.). La contestation atteint un pic durant les premières années du gouvernement Barre, après une poussée initiale dès 1975. Ainsi, selon l'hebdomadaire *Le Point*, la Haute-Garonne se classe « 11^e département pour le nombre des journées de grève » en 1977. En dépit des difficultés économiques, les travailleurs conservent la même détermination. Les doléances deviennent beaucoup plus défensives, et compte tenu des exigences économiques qu'impose la conjoncture, les travailleurs ont souvent à lutter pour préserver des conquêtes sociales antérieures, notamment en ce qui concerne le pouvoir d'achat, les conditions de travail, les libertés syndicales ou le niveau de qualification. Xavier Vigna a démontré que la période d'insubordination se terminait en 1979, « au travers de l'échec d'une résistance ouvrière à la crise¹⁶ ». Nous sommes d'accord avec cette affirmation, mais il semble que, pour notre département d'étude, la parenthèse se referme plus tôt, dès le milieu de l'année 1978. En effet, *La Dépêche du Midi* retranscrit de moins en moins de conflits, on note une baisse de leur intensité et une participation moindre aux journées d'action.

... au versant économique

15 C'est donc dans une atmosphère politique et sociale agitée que l'industrie française a dû cheminer au cours de la décennie. Il faut garder à l'esprit que les acteurs économiques et politiques doivent aussi mobiliser leur attention autour du problème essentiel de la sous-industrialisation qui affecte le département. Ce terme semble approprié pour qualifier le midi toulousain et par extension Midi-Pyrénées, dont la « métropole d'équilibre » représente le principal poumon économique. En effet, la part occupée par le secteur secondaire est inférieure à la moyenne nationale, et ce malgré la présence de bassins d'activités importants : Castres, Mazamet, Carmaux, Decazeville, Figeac. Les difficultés tiennent à plusieurs facteurs au premier rang desquels figure l'enclavement. La dynamique de peuplement, fortement polarisée autour de l'agglomération toulousaine, n'est pas étrangère à ce déséquilibre. La notion de « désert haut-garonnais » est très couramment utilisée par certains chercheurs pour qualifier les autres bassins économiques du département. Par son hyper-attractivité, Toulouse freine le développement des zones périphériques. Certains secteurs géographiques départementaux, à l'image des communes de Villemur-sur-Tarn ou de Muret, ne parviennent pas à renforcer

réellement leur tissu industriel. D'autres, comme le Comminges périlissent progressivement. Dès le début des années 1970 et malgré les tentatives des élus locaux, l'espace commingeois ne représente plus un élément significatif du développement économique départemental.

16 Malgré les efforts entrepris par les pouvoirs publics, la part des actifs industriels dans l'économie régionale ne croît pas de manière significative (260 000 ouvriers en 1968 et 280 000 en 1975), contrairement à celle du tertiaire (360 000 salariés dans le tertiaire en 1968 et environ 450 000 en 1975). En effet, « la population ouvrière est restée assez stable et a même connu une légère augmentation. Mais la rupture de 1975 est assez nette pour les ouvriers (qui voient leur part diminuer), tandis que les professions tertiaires ont continué leur essor et les agriculteurs leur déclin ». Mais ce plafonnement résulte aussi de facteurs plus sociologiques. En raison de la part croissante dévolue aux secteurs de pointe, l'industrie locale fait appel à une main-d'œuvre de plus en plus qualifiée et la figure du technicien remplace petit à petit celle de l'ouvrier. Nous rejoignons le constat de Guy Jalabert qui note pour Toulouse, une « diminution des ouvriers (de 34,5 % en 1968 à 24,3 % en 1982), une augmentation des cadres moyens, des professions libérales, cadres supérieurs, et un fort renouvellement de la population : un quart de personnes présentes en 1975 ne l'étaient plus en 1982, et vice-versa¹⁷ ». C'est là le signe d'une technicisation importante de l'industrie locale, se traduisant par une hausse globale de la qualification de certains métiers notamment dans l'aéronautique.

17 Clé de voûte de l'économie régionale, la branche aéronautique est concentrée dans le département qui compte huit des dix plus gros établissements du secteur. Parmi eux, la Société Nationale Industrielle AéroSpatiale (SNIAS), Airbus, Bréguet-Dassault, Latécoère, Labinal, la Société Nationale d'Étude et de Construction de Moteurs d'Avions (SNECMA) et d'autres sous-traitants. Cet ensemble, fort de plus de 12 000 salariés, représente le seul complexe industriel de grande envergure existant en Haute-Garonne. Cela est naturellement insuffisant pour mettre le département à l'abri des turbulences économiques. À plusieurs reprises, les rapports de la CCI de Toulouse pointent ce déficit de diversification industrielle, véritable handicap pour le Midi toulousain et plus largement pour Midi-Pyrénées. Le secteur aéronautique, en raison de ses succès commerciaux très fluctuants et des aléas économiques mondiaux, connaît un développement en dents de scie. À la fin des années 1960, la soudure mal assurée entre le programme Caravelle et les programmes Concorde et Airbus provoque une crise sociale aiguë. Prolongée par les grèves de mai-juin 1968, cette dernière se poursuit en 1970 avec la lutte autour de l'accord-société et débouche sur la rupture de l'unité syndicale. Le début des années 1970 est beaucoup plus favorable pour l'aéronautique toulousaine.

Figure 2

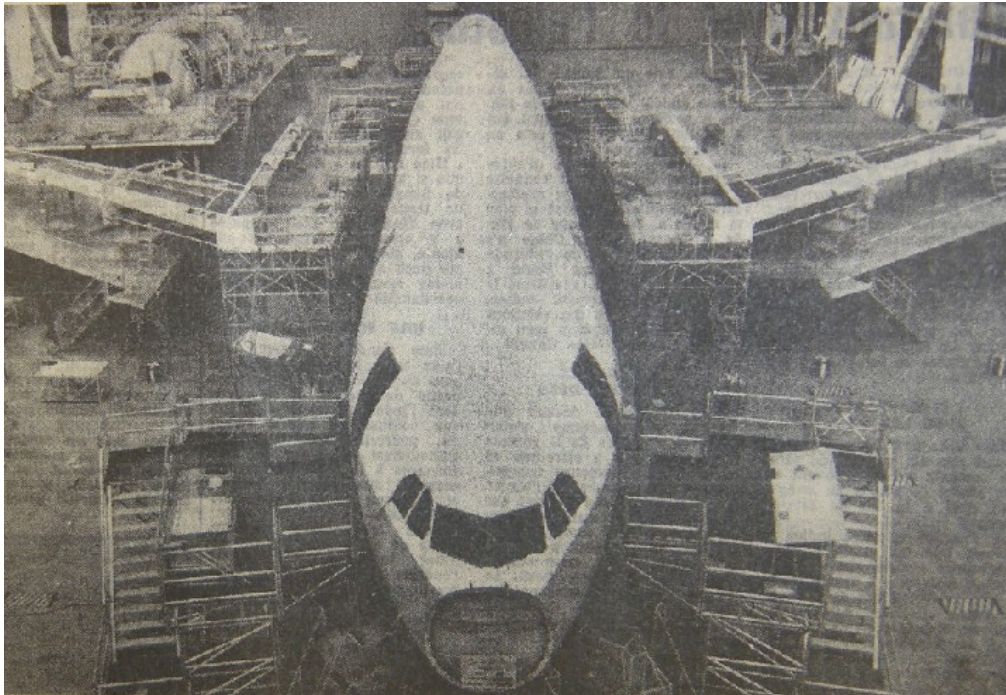


Photo illustrant la Une de *La Dépêche du Midi* le 1^{er} janvier 1970

La Dépêche du Midi, édition Toulouse, 1^{er} janvier 1970, p. 1, (cliché auteur, archives de *La Dépêche du Midi*)

- 18 Les charges de travail plus conséquentes favorisent l'embauche. Le Concorde vole dès 1969, l'Airbus dès 1972.

Figure 3



Fuselage du premier Airbus A 300 B en cours d'assemblage dans l'usine de Saint-Martin-Du-Touch

La Dépêche du Midi, édition Toulouse, (cliché auteur, archives de *La Dépêche du Midi*)

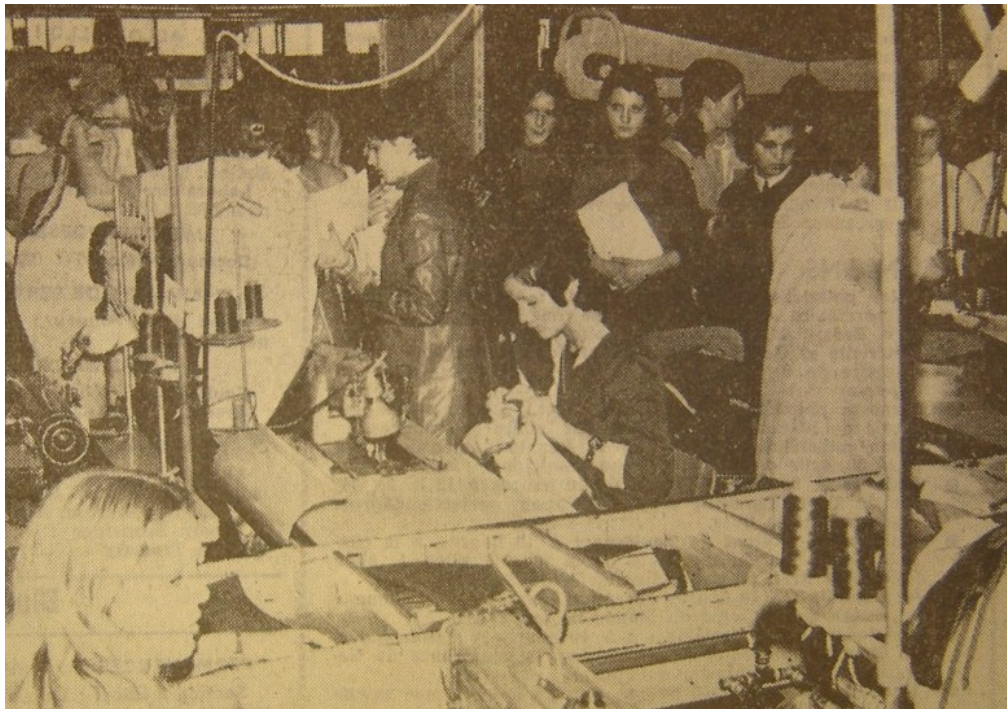
- 19 Cela laisse penser que le défi technique est sur le point d'être relevé. Cependant, la situation se détériore à partir de 1973 sous les effets de la crise économique mondiale. La commercialisation de Concorde est rapidement compromise, et le programme est stoppé en 1976 avant d'être définitivement abandonné en 1978. L'industrie aéronautique traverse une longue période d'incertitudes marquée par une réduction sensible du nombre d'emplois, même si le secteur ne connaît en réalité que très peu de licenciements. À la SNIAS, chez Bréguet-Dassault ou Latécoère, les directions privilégient surtout les déplacements de salariés et des départs anticipés à la retraite. Cependant, cette politique suscite l'opposition des travailleurs et donne lieu à des épisodes de tension très durs. Par exemple, en 1974, une partie des travailleurs de la SNIAS séquestre le chef du personnel afin d'exiger l'annulation d'une quarantaine de mutations ; ils sont finalement délogés par la police. Tout au long de la crise, de nombreuses manifestations sont organisées pour défendre l'emploi, pour la poursuite du programme Concorde mais aussi pour qu'il obtienne l'autorisation d'atterrir à New York. Il faut attendre la fin de notre période et le décollage des ventes d'Airbus, pour que l'industrie aéronautique retrouve une meilleure santé. À partir de 1978, le *consortium* européen franchit un cap commercial décisif. En effet, dès 1978, il parvient à pénétrer le marché américain et à s'arroger 23 % du marché mondial. En définitive, cette longue « traversée du désert » n'a pas empêché l'industrie aéronautique locale de roder son savoir-faire, d'améliorer sa compétitivité et de perfectionner son réseau de sous-traitance. Des efforts qui se révéleront payants au cours des années 1980.
- 20 Pour surmonter le défi de la diversification industrielle, les élites économiques se mettent en quête d'une « industrie complément », capable de réduire la fragilité du département en période de récession de l'aéronautique. À la fin des années 1960, l'État répond aux attentes locales en organisant l'implantation de plusieurs entreprises d'électronique et d'informatique, parmi lesquelles Motorola, la Compagnie Internationale d'Informatique (CII), l'*International Telephone and Telegraph Cannon* (ITT Cannon), Synelec, etc. Ces apports se doublent d'une déconcentration de laboratoires de recherches et de grandes écoles parisiennes en direction

de Toulouse. En effet, il est nécessaire de favoriser la collaboration entre le monde de la recherche et celui de l'industrie. Aux côtés des pouvoirs publics, la CCI de Toulouse soutient très activement la mise en œuvre de ces projets industriels. Entre 1967 et 1973, ces usines se développent et connaissent une expansion notoire. Cependant, leur essor demeure fragile car il n'est pas le fait du marché local mais de décisions prises à l'extérieur de Midi-Pyrénées. Si le développement de la CII est conditionné par la direction parisienne, celui de Motorola l'est par sa direction californienne. En travaillant majoritairement pour des exportations destinées au marché national, voire international, ces deux grosses entreprises sont peu encouragées à créer des liens avec le reste de l'industrie locale. Ainsi, en cas de conflits sociaux, comme c'est le cas à Motorola ou à l'ITT Cannon en 1973 ; ou lorsque la crise sévit à partir de 1974, les salariés se trouvent dans l'incapacité de peser sur les événements dans la mesure où ils ont affaire à des directions lointaines. Le cap difficile de la crise a indéniablement freiné les ambitions industrielles départementales. À titre d'exemple, Motorola avait envisagé d'implanter au départ cinq cellules de production et de créer 5 000 emplois à l'horizon 1975. Finalement, l'entreprise se contente de deux modules et d'un personnel avoisinant les 2 000 employés. Cependant, si le secteur électronique réussit à se maintenir au sortir de la décennie, la branche informatique régresse nettement. Rachetée par Thompson, la CII est réduite au rôle de sous-traitant. La fermeture du bureau d'étude se traduit par la suppression de 450 emplois, essentiellement des cadres et techniciens. En somme, le plafonnement général observé révèle qu'en dehors des directives impulsées par des centres décisionnels extérieurs à la région, la branche électronique-informatique ne s'étend pas, faute de contacts suffisants établis au plan local. Elle a néanmoins contribué au recrutement d'un personnel de plus en plus qualifié.

21 À côté des activités de haute technologie, le département abrite des secteurs plus traditionnels, souvent créés pour répondre aux besoins du monde agricole. L'industrie chimique, par exemple, est restée très longtemps axée sur la production d'engrais azotés. Nos recherches ont permis de revenir plus en détail sur les évolutions qui se produisent au cours des années 1960 et 1970, et de comprendre le réel basculement qui s'opère au sein de cette branche plus ancienne. En effet, dès la fin des années 1960, dans le but d'améliorer la compétitivité de l'industrie publique et nationalisée, le gouvernement entreprend de réaliser une restructuration des établissements industriels jugés déclinants et de réorienter ses aides financières vers des secteurs que l'on estime plus performants. La chimie, ancien fleuron de l'industrie locale, paye le tribut de cette modernisation, notamment à partir de 1975 et du redéploiement géographique dont elle fait l'objet. À titre d'exemple, le pôle chimique de l'APC, longtemps intégré au marché des engrais, subit des restructurations successives et son importance dans le paysage industriel diminue au profit de branches nouvellement implantées comme l'informatique et l'électronique. Entre 1967 et 1973, le complexe perd près de 600 emplois, mais il bénéficie d'un programme de diversification afin de compenser les productions qui lui ont été retirées. À partir de 1975, le désengagement financier de l'État est beaucoup plus assumé. Malgré des résistances ouvrières nombreuses et fortes, notamment lors du conflit de 1977 contre la dégradation des conditions de travail et la cure d'austérité imposée par le gouvernement Barre, le vieillissement technique de l'usine et la concurrence de marchés mieux localisés débouchent sur de nouvelles réductions d'effectifs. La situation est encore plus difficile en Comminges où un certain nombre d'établissements de la chimie et pétrochimie subissent des restructurations. Le bassin économique périlise très largement à partir de 1970, après la mort de son plus ardent défenseur, Hyppolite Ducos¹⁸. Le bassin industriel de Boussens-Marignac est une zone particulièrement touchée. Suite à la restitution des puits de gaz aux Algériens, les travailleurs d'Elf-Entreprise de Recherche d'Activités Pétrolières (Elf-ERAP) se retrouvent en sureffectif. Par conséquent, l'État supprime 250 emplois en quelques mois. Pour des raisons d'obsolescence et d'appauvrissement des gisements (qu'il faudrait situer dans le cadre plus large de l'ouverture et de la libéralisation progressive du marché de l'énergie), le ministère de l'Industrie procède à la suppression de plusieurs dizaines d'emplois sur la seconde plate-forme chimique, la Société d'Exploitation des Usines de Boussens (SEUB), dont l'approvisionnement en hydrogène conditionne le développement d'Hyfran et du Sidobre.

- 22 La confection-habillement, autre branche traditionnelle, traverse des mutations qui mettent les entreprises face à des défis d'adaptation. Cette étude menée sur onze années a permis de dissocier deux phases. Jusqu'en 1974, le dynamisme qui prévaut sur le marché favorise la modernisation de l'appareil productif. Par le biais de concentrations, le secteur se structure autour d'établissements de taille plus importante tels que Mas, Ramonède ou Boyé.

Figure 4



Ouvrières piqueuses de Ramonède (Colomiers) au travail. (« Les établissements Ramonède (confection) »)
La Dépêche du Midi, édition Toulouse, 5 novembre 1972, p. 2L. (cliché auteur, archives de *La Dépêche du Midi*.)

- 23 Mais la crise économique vient considérablement perturber cette marche en avant. Forte exportatrice, cette branche subit les effets de la pénétration étrangère, de l'augmentation du coût des matières premières et d'une concurrence accrue des pays à bas salaires. Les chefs d'entreprises sont aussi confrontés à une baisse des gains de productivité, déjà visible depuis la fin des années 1960. Pour tenter d'y remédier, ils modifient l'organisation du travail, ce qui engendre des tensions sociales fortes chez les ouvriers. Toutefois, en comparaison avec les années 1980, les licenciements gardent une ampleur limitée. Malgré tout, à partir de 1975, la situation de l'emploi et les conditions de travail subissent des détériorations. Dans les années 1970, la crise n'en est qu'à ses débuts. Les grosses entreprises départementales parviennent à se maintenir en fusionnant avec des sociétés plus importantes, à l'image de Bidermann ou de Pabat. Malgré ces contraintes économiques, l'élan syndical se renforce dans cette branche où la main-d'œuvre, essentiellement féminine, découvre la culture militante. Il permet d'impulser un changement significatif dans les rapports sociaux. Assez absente auparavant, la parole ouvrière se libère au sein de ces usines où l'on perçoit encore les survivances d'un « paternalisme » ancien. Cela permet l'amélioration des salaires et des conditions de travail ainsi qu'une plus grande prise en compte des doléances ouvrières.
- 24 Elle aussi très ancienne, l'industrie du papier-carton ressort très fragilisée de ces premières années de crise économique. Bien que dotée d'activités très diverses (pâte à papier, emballage de yaourt, papier à cigarette, recyclage ou encore sacherie), les entreprises du département se retrouvent confrontées à de graves difficultés, à l'exception sans doute de la société Jean \diamond Bardou (J \diamond B, le \diamond représentant les armes de la ville de Perpignan). Plusieurs usines importantes déposent le bilan alors que d'autres procèdent à des restructurations et à des suppressions d'emplois. Les syndicats, autant que les élus locaux, se révèlent incapables d'y faire échec. Le premier événement marquant a lieu en 1975 avec la fermeture des papeteries Lacourtenourt qui entraîne le licenciement de 250 salariés. Il en résulte un conflit emblématique qui

symbolise, d'une part, l'entrée de l'industrie haut-garonnaise dans la crise économique et, d'autre part, le durcissement des mouvements sociaux découlant de la première vague de licenciements qui frappent la région entre 1974 et 1976. En outre, les fleurons de l'industrie commingeoise accusent le coup. Les papeteries Lacroix poursuivent leur déclin. Plus récente et bien plus moderne, la Cellulose d'Aquitaine s'enfonce dans une crise qui touche le marché international et qui lui vaudra d'être reprise par le groupe La Rochette Cenpa au début des années 1980. En revanche, au plan départemental, le secteur semble s'être plutôt bien maintenu dans l'ensemble. Ses débouchés commerciaux, basés essentiellement sur la demande locale ont subi beaucoup moins de fluctuations que celles observées au niveau international. Mais avec moins de 1 000 salariés à la fin de la décennie, cette industrie conserve un poids économique très minime.

- 25 Dans le cadre d'une approche pluri-sectorielle, il paraissait primordial d'intégrer à notre réflexion le cas du BTP. La tâche fut assez complexe en raison de la structure très hétéroclite qui caractérise ce secteur d'activité. Néanmoins, nous avons jugé bon de l'étudier, dans la mesure où il a été très peu exploré à ce jour par les historiens contemporanéistes tant au niveau local que national, si l'on excepte les études de Dominique Barjot. Malgré une structure géographique dispersée, le BTP est un secteur incontournable de l'économie locale. Il emploie en effet, plus de 30 000 salariés, ce qui en fait le premier vivier d'emplois industriels du département devant la branche aérospatiale. Au cours de la décennie, nos recherches montrent que le BTP traverse une période très contrastée tant d'un point de vue économique que d'un point de vue social. En effet, le secteur est très difficile à appréhender, car il est constitué de nombreuses entreprises allant du petit artisanat à la très grande entreprise plurinationale. Les conditions de travail sont bien souvent difficiles. Néanmoins, elles s'améliorent peu à peu grâce à l'augmentation de la syndicalisation et à l'action de la CGT. Malgré sa prépondérance dans le secteur, cette dernière ne parvient à arracher des concessions au patronat que rarement ; et encore, il lui faut recourir à des méthodes d'action très dures et patienter parfois plusieurs années pour obtenir gain de cause comme cela a été le cas pour la mensualisation, la mutuelle, les libertés syndicales, etc. Les réunions paritaires, qui devraient représenter un espace de négociation et de discussion, semblent devenir petit à petit un lieu d'affrontement et de crispation comme en témoigne la grande grève de 1976. D'un point de vue économique, le secteur subit des transformations profondes. On assiste à une concentration des entreprises qui fragilise de plus en plus les Petites et Moyennes Entreprises (PME) restantes. C'est la raison pour laquelle les syndicats et travailleurs du secteur ont régulièrement recours aux pouvoirs publics, leur demandant d'aider au maintien du tissu local. Mais les solutions trouvées n'ont qu'une portée limitée. Il faut dire aussi que la reconstruction de la France, qui avait nécessité le concours de nombreuses entreprises et de tous les travailleurs est terminée ; et l'aménagement du territoire comme la politique des grands ensembles sont moins dynamiques qu'auparavant. Les grandes sociétés nationales telles que Balancy, Fougerolles ou Grands Travaux de Marseille (GTM) prennent progressivement le pas sur les firmes régionales et entendent opérer des restructurations importantes pour optimiser la compétitivité des entreprises qu'elles rachètent. La crise économique, à partir de 1974, accentue considérablement le ralentissement de l'activité et restreint les débouchés pour grand nombre d'entreprises locales. Cette évolution se traduit par une multiplication des fermetures et des licenciements. Entre 1973 et 1978, le BTP haut-garonnais perd près de 3 500 emplois, passant de 32 000 salariés à 28 500.

En guise de conclusion

- 26 Au sortir de la « décennie 68 », l'industrie haut-garonnaise accuse une forte dégradation de l'emploi. Selon une étude du *Point* réalisée en 1978, la Haute-Garonne se situe au 8^e rang des départements les plus touchés par le chômage et à la 24^e position concernant le nombre de licenciements pour l'année 1977. Certes, l'absence de grand bastion industriel préserve le midi toulousain du marasme socio-économique que connaissent d'autres régions beaucoup plus industrialisées. Néanmoins les chiffres parlent d'eux-mêmes. En 1977, la plupart des branches d'activité se retrouvent au même point qu'en 1970. Selon Alain Savary (1918-1988), « après avoir connu une croissance de 11 % entre 1970 et 1973, c'est ainsi que l'aéronautique a perdu

9 % en trois ans, la chimie 17 % en six ans, l'informatique (CII) 7 % en deux ans, le textile et l'habillement 18 % en trois ans et le BTP 16 % en trois ans. Aucune industrie n'a bénéficié d'une reprise appréciable¹⁹ ». À moyen terme, les élites locales n'ont pas réussi à doter la Haute-Garonne d'une armature industrielle aussi solide qu'ils le souhaitaient. Au final, seule la spécialisation internationalement reconnue de Toulouse en matière de haute technologie reste du domaine de l'acquis, après bien des tâtonnements. C'est sur cette filière d'avenir que l'industrie départementale s'appuiera par la suite afin de se relancer et principalement sur l'aéronautique.

27 En Haute-Garonne, ce développement industriel très saccadé, de même que les multiples démarches locales menées en direction des pouvoirs publics, mettent en lumière la répétition d'un schéma cyclique de recours à l'État, dont on attend toujours qu'il pallie à la déficience du secteur privé. Depuis la Première Guerre mondiale, un long cycle de rapport État-Toulouse s'est établi et « le cordon ombilical national²⁰ » n'a cessé d'alimenter la métropole. Or, on constate qu'en se tournant systématiquement vers l'État, les notables de la région comme les salariés ont fini par favoriser la création d'un tissu industriel sur lequel ils n'ont que peu de prises. « Informatique, télécommunications, nucléaire, aéronautique, spatial, ces différents secteurs présentent des caractéristiques communes : mêmes avancées technologiques, mêmes faiblesses industrielles²¹ ». Présents, pour la plupart dans le tissu local, ces secteurs sont soumis aux fluctuations de la conjoncture internationale et dépendent de décideurs extérieurs à la Haute-Garonne. Cette caractéristique aide à comprendre les formes que prennent les revendications et les luttes ouvrières au sein du département. Dans la région, l'État demeure un interlocuteur omniprésent car c'est de lui que dépend l'avenir industriel. C'est pourquoi, nous pensons que cette caractéristique politico-économique a déterminé très largement l'action des différents acteurs (y compris des militants et des organisations syndicales) face aux grandes questions industrielles qui sont posées au cours de cette décennie.

28 Nos recherches ont permis sans aucun doute de montrer que les politiques étatiques ont fortement participé à la croissance industrielle toulousaine. Pour autant, est-il juste de penser que le tissu économique local et ses forces vives n'ont pris aucune part dans ce développement ? Il serait exagéré de nier toute capacité d'action de la part des agents locaux, notamment de la municipalité, très impliquée, mais aussi d'élus très influents, à l'image du député socialiste Alain Savary²². Et il n'est peut-être pas sans intérêt d'avoir souligné le rôle des luttes des salariés et de leurs organisations syndicales. À leur manière, elles ont favorisé le maintien de l'emploi tout en imposant à l'ensemble des acteurs économiques et institutionnels une vigilance particulière en faveur du développement local. Néanmoins, il demeure que tout au long de la période étudiée, la plupart des initiatives lancées échouent à créer de l'emploi industriel. Ces difficultés ne seront surmontées qu'au cours des deux décennies suivantes, lorsqu'une véritable « technopole » émergera avec des réseaux mieux établis entre les complexes de recherche scientifique et universitaire et les industries de haute technologie. En définitive, les années 1970 auront été pour l'industrie locale une période de mutation et de nouvelles spécialisations que la crise est venue perturber. Les fruits de cette transformation ne mûriront que bien des années après.

Notes

1 Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dirs.), *68 : une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p.

2 Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines*, Rennes, PUR, 2008, 378 p.

3 Michelle Zancarini-Fournel, Christian Delacroix, *La France du temps présent (1945-2005)*, Paris, Belin, 2010, 653 p.

4 Jean-François Sirinelli, *Les Vingt Décisives, Le passé proche de notre avenir (1965-1985)*, Paris, Fayard, 2007, 325 p.

5 Alain Boscus, maître de conférences à l'Université de Toulouse II-Le Mirail, est spécialiste des questions économiques et sociales contemporaines et l'un des biographes de Jean Jaurès. Il est,

notamment, l'auteur de *Économie et société dans le bassin industriel nord-aveyronnais (1900-1950)*, Montreuil, Éditions de l'IHS/CEES, 1997, 722 p. et co-auteur de *Jaurès. L'Intégrale des articles de 1887 à 1914 publiés dans La Dépêche*, Toulouse, Éditions Privat/La Dépêche, septembre 2009, 935 p.

6 Nous avons travaillé en étroite collaboration avec Pauline Lasserre et Vincent Delpech au cours de ces deux années de recherche : Vincent Delpech, *La vie syndicale dans le département de la Haute-Garonne (1967-1978)*, mémoire de master II Histoire (sous la dir. d'Alain Boscus), Université de Toulouse-Le Mirail, septembre 2010, 304 p. ; Pauline Lasserre, *Les dirigeants syndicaux en Haute-Garonne dans les années 1970*, mémoire de master II Histoire (sous la dir. d'Alain Boscus), Université de Toulouse-Le Mirail, juin 2010, 296 p.

7 Christophe Bouneau, « Industrie » dans Jean Garrigues (dir.), *La France de la V^e République (1958-2008)*, Armand Colin, Paris, 2008, p. 516-518.

8 La Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse est la quatrième plus ancienne de France. Elle a été instituée par l'arrêt du 29 décembre 1703. Au XVIII^e siècle, elle fait entendre sa voix sur de multiples questions touchant le commerce et l'industrie (réglementation, fiscalité, monopoles, etc.). Au XIX^e siècle, elle mène des activités très variées et s'occupe principalement des questions liées à l'intérêt général (chemins de fer, canal du Midi, téléphone inter-urbain, etc.) et à l'aménagement du territoire. Au XX^e siècle, elle devient un partenaire incontournable de la régionalisation et poursuit son action en matière de développement et d'aménagement du territoire. Elle prend part aux débats économiques et sociaux, afin de peser sur les politiques mises en œuvre. Elle aide aussi à la réalisation d'infrastructures utiles à l'essor économique du département. Par exemple, gestionnaire de l'aéroport de Toulouse-Blagnac depuis 1950, elle est à l'origine de la construction de ses aérogares. Elle facilite également l'implantation d'activités industrielles à Toulouse avec l'équipement de plusieurs Zones Industrielles : celle de Bois-Vert à partir de 1964 ou celle de Blagnac à partir de 1975. Enfin, elle a créé l'École Supérieure de Commerce de Toulouse dont elle assure la gestion et le développement, ainsi que des centres de formation continue.

9 La région Midi-Pyrénées compte 260 000 ouvriers en 1968 et 280 000 en 1975.

10 Alain Bergougnoux, *Force Ouvrière*, Paris, PUF, 1982, coll. Que sais-je ?, p. 11.

11 Xavier Vigna, *op. cit.*, p. 244.

12 André Gauron, *Histoire économique et sociale de la Cinquième République. Années de rêves, années de crise (1970-1981)*, Paris, La Découverte/Maspero, 1983, p. 162.

13 Xavier Vigna, *op. cit.*

14 Jean Magniadas, « Évolution de la condition des salariés » dans Claude Willard (dir.), *La France ouvrière : histoire de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier français, Tome 3 : de 1968 à nos jours*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1995, p. 55.

15 André Gauron, *op. cit.*, p. 151.

16 Xavier Vigna, *op. cit.*, p. 23.

17 Guy Jalabert, *Mémoires de Toulouse : ville d'hier, ville d'aujourd'hui*, Toulouse, PUM, 2009, p. 127.

18 Hyppolite Ducos (1881-1970) : député radical de Haute-Garonne de 1919 à 1940 et 1951 à 1970. Plusieurs fois sous-secrétaire d'État avant la Seconde Guerre mondiale, il est un défenseur inlassable de l'espace commingeois.

19 « La crise de l'aéronautique, M. Alain Savary réclame une politique européenne cohérente de fabrication et d'achats », *La Dépêche du Midi*, édition Toulouse, 27 janvier 1977, Locale 2.

20 Guy Jalabert, *Toulouse : métropole incomplète*, Paris, Éditions Économica, 1995, p. 11.

21 André Gauron, *op. cit.*, p. 93.

22 Également président du Conseil régional entre 1974 et 1981.

Pour citer cet article

Référence électronique

Clair Juilliet et Michael Llopart, « Défis industriels et mouvements sociaux en Haute-Garonne (1967-1978) », *Les Cahiers de Framespa* [En ligne], 9 | 2012, mis en ligne le 08 mars 2012, consulté le 09 septembre 2015. URL : <http://framespa.revues.org/1155> ; DOI : 10.4000/framespa.1155

À propos des auteurs

Clair Juilliet

Doctorant en histoire contemporaine, Université Toulouse II-Le Mirail ; FRAMESPA UMR 5136.
clairjuilliet@gmail.com

Michael Llopert

CAPES Histoire Géographie, Université Toulouse II-Le Mirail.
mika_llopert@hotmail.fr

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

L'objectif de notre travail de recherche de Master II était de mener une réflexion approfondie sur l'évolution économique et sociale de la Haute-Garonne entre 1967 et 1978, ainsi que sur les répercussions de « mai-juin 1968 » à court et moyen terme pour les acteurs de la vie industrielle haut-garonnaise, au premier rang desquels figurent les ouvriers et les entreprises. Il s'agissait avant tout d'étudier les grandes questions socio-économiques qui se posaient au gré de la conjoncture et les continuités et ruptures qui marquaient la vie départementale, avec pour fil conducteur l'influence des revendications ouvrières. Il s'agissait aussi d'évaluer jusqu'à quel point les attentes locales en matière sociale, d'industrialisation ou d'équipement ont pu influencer dans les décisions politiques et économiques des « années 68 ». Il est important de garder à l'esprit que la Haute-Garonne reste, à l'époque, un département peu industrialisé ; et que depuis le début du xx^e siècle, toutes les créations de grands établissements industriels (Poudrerie, SNCASE, Cartoucherie ou encore Manufacture des Tabacs) relevaient d'initiatives d'État. Nous avons fait le choix de mêler approche sectorielle (Aéronautique, Électronique et Informatique, Textile, Bâtiment et Travaux Publics, Papier-Carton, Chimie), approche thématique (Femmes dans le cadre du salariat, extrême gauche, Premier mai, Travailleurs immigrés, Syndicats, Soutien à LIP) et approche chronologique (1967-1970, 1971-1974, 1974-1978) afin de dégager des constantes et des évolutions au sein du département. Deux moments clés structurent notre analyse, il s'agit du mai-juin 1968 des travailleurs et de l'arrivée de la crise économique après le Premier choc pétrolier en 1973-74. Dans cet article, nous entendons présenter très succinctement les résultats de nos deux années de recherches en nous intéressant d'abord au versant économique et ensuite au versant social.

Industrial challenges and social movements in the Haute-Garonne (1967-1978)

The objective of our research work of Master 2 was to conduct a thorough review of the economic and social development of the Haute-Garonne Department between 1967 and 1978, as well as the impact of "May-June 1968" in the short and medium term players in the industrial life of Haute-Garonne, first and foremost of which were workers and businesses. It was first necessary to study the major socio-economic issues that arose due to the state of the economy and the continuities and ruptures that marked departmental life, the major theme being the influence of workers' demands. It was equally necessary to assess the extent to which local expectations as regards social matters, industrialization or equipment may have affected the political and economic decisions of the "68 years". It is important to keep in mind that the rest of Haute-Garonne, at the time, a department with little industrial development, and that since the beginning of the twentieth century, all the creations of big industries (Blizzard, SNCASE, Cartridge factory or Tobacco Factory) were part of state initiatives. We have chosen to combine an approach by sectors (Aeronautics, Electronics and Computer Science, Textile, Building and Construction, Paper Carton, Chemistry), by theme (Women and wage practices, the extreme Left, the First of May, immigrant workers, Unions, Support for LIP) and chronological approach (1967-1970, 1971-1974, 1974-1978) to identify patterns and trends within the Department. Two key moments structure our analysis, this concerns the workers and May-June 1968 and the arrival of the economic crisis after the first oil crisis in 1973-74. In

this paper, we intend to present very briefly the results of our two years of research by focusing first on the economic side and then to the social aspect.

Desafíos industriales y movimientos sociales en Haute-Garonne (1967-1978)

El objetivo de nuestro trabajo de master II fue llevar a cabo una amplia reflexión sobre la evolución económica y social del departamento de Haute-Garonne entre 1967 y 1978, así como sobre las repercusiones del periodo de mayo-junio de 1968, a corto y medio plazo, en los actores del sector industrial local, principalmente los obreros y las empresas. Se trataba primero de estudiar los mayores temas socio-económicos que se planteaban en dicho contexto y las continuidades y rupturas que marcaban la vida de la Haute-Garonne, poniendo énfasis en las reivindicaciones obreras. Se trataba también de evaluar hasta qué punto las expectativas locales en materia social, de industrialización o de infraestructuras, pudieron influir en las decisiones políticas y sociales de aquellos años. Importa recordar que, en aquel entonces, el departamento de Haute-Garonne todavía estaba poco industrializado y que, desde principios del siglo XX, todas las creaciones de grandes plantillas industriales (fábrica de pólvora, SNCASE, fábrica de cartuchos, manufactura de tabacos), dependían del Estado. Para nuestro trabajo, decidimos adoptar conjuntamente un enfoque sectorial (sector aeronáutico, electrónico e informático, textil, sector de la construcción y obra pública, industria del papel y del cartón, química), un enfoque temático (mujeres en el marco salarial, extrema izquierda, Fiesta del trabajo del primero de mayo, trabajadores inmigrados), y un enfoque cronológico (1967-1970, 1971-1974, 1974-1978), con el fin de destacar constantes y evoluciones en dicho departamento. Dos momentos claves estructuran nuestro análisis ; se trata del mayo-junio obrero de 1968 y de la llegada de la crisis económica a raíz del primer «choque petrolero», en 1973-74. En el presente artículo, nuestro propósito es evocar de modo muy sintético los resultados de estos dos años de investigaciones, abordando esencialmente el aspecto económico y social.

Entrées d'index

Mots-clés : économie, industrie, Mai-Juin 1968, ouvriers, social

Keywords : Economy, Industry, May-June 1968, Social, Workers

Palabras claves : Economía, Industria, Mayo-Junio 1968, Obreros, Social

Géographique : France, Toulouse, Haute-Garonne, Midi-Pyrénées